

Services de renseignement contemporains : quelques nouvelles règles du jeu

Autor(en): **Cécile, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **146 (2001)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346121>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Services de renseignement contemporains : quelques nouvelles règles du jeu

On nous le dit, on nous le répète à l'envi : le monde dans lequel nous vivons a amorcé une mutation profonde. Certes, mais quelles en sont les implications ? Comment la scène politico-stratégique se transforme-t-elle ? Comment les services de renseignement s'adaptent-ils aux nouvelles règles du jeu ? Retour sur quelques considérations relatives au *modus vivendi* en usage dans le petit monde des nouveaux agents secrets...

■ Jean-Jacques Cécile¹

Les maîtres-espions sortent de l'ombre

Du moins jusqu'en novembre 1989, peu de gens connaissaient le visage de Markus Wolf. L'existence du *National Reconnaissance Office* n'a été officiellement reconnue qu'en 1992 ; il a pourtant été créé en 1961. Il a également fallu attendre 1992 pour que les autorités britanniques daignent reconnaître que le *MI6* existait bel et bien, tandis que l'arsenal législatif encadrant ses activités n'a été promulgué qu'en 1994. Or, lorsque l'on se livre à un rapide tour d'horizon géopolitique, une constatation s'impose : hier confinés aux arrières-cours glauques de l'action clandestine, les services dits « secrets » jouent de plus en plus fréquemment, tant dans le domaine diplomatique que dans celui relatif à la politique

intérieure, des rôles les amenant à apparaître sur le devant de la scène.

Cette évolution est notamment perceptible aux Etats-Unis où la *Central Intelligence Agency* s'est vu conférer un rôle pivot dans le déroulement d'un processus de paix proche-oriental mort-né. Lorsqu'il fut jugé nécessaire de désigner un organisme apte à contrôler l'application des accords de Wye River, c'est l'agence centrale qui se vit commise à arbitrer les différents entre services israéliens et palestiniens. Au passage (il n'y a pas de petit profit), ces derniers se virent imposer le partage des informations qu'ils détenaient s'agissant du terrorisme. Cette vocation d'arbitrage et de contrôle a été confirmée lors de la signature des accords de Charm el-Cheik. Puis, alors que les premières roquettes étaient lancées par les hélicoptères israéliens, c'est un George Tenet pressé qui accourut au che-

vet d'un processus qui n'avait plus de paix que le nom. D'où le commentaire en forme d'avertissement de Malvin Goodman, ancien de la centrale maintenant enseignant au *National War College* de Washington : « Lorsque [la CIA] est impliquée dans un processus politique et devient partie prenante d'une délégation chargée de négocier un accord, elle franchit la ligne fondamentale séparant la neutralité et l'objectivité de la préférence politique. »

De la même manière, lorsqu'il est, à Washington, jugé nécessaire de stabiliser la poudrière caucasienne pour permettre la construction d'oléoducs acheminant l'or noir, George Tenet reprend son bâton de pèlerin pour s'en aller prêcher la bonne parole. C'est ainsi qu'en mars 2000, il fréquenta la Géorgie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, proposant notamment l'aide financière des Etats-Unis pour ériger une couverture radar de la région. En

¹ Journaliste spécialisé, Jean-Jacques Cécile a servi dix-huit ans au sein l'armée française dans des fonctions liées au renseignement tactique et stratégique. Il a publié dernièrement aux Editions Lavauzelle *Du Golfe au Kosovo – Renseignement, action spéciale et nouvel ordre mondial, ouvrage présentant l'évolution des services civils et militaires face aux nouvelles menaces*. Ce livre est disponible en librairie et sur le site Lavauzelle www.lavauzelle.com

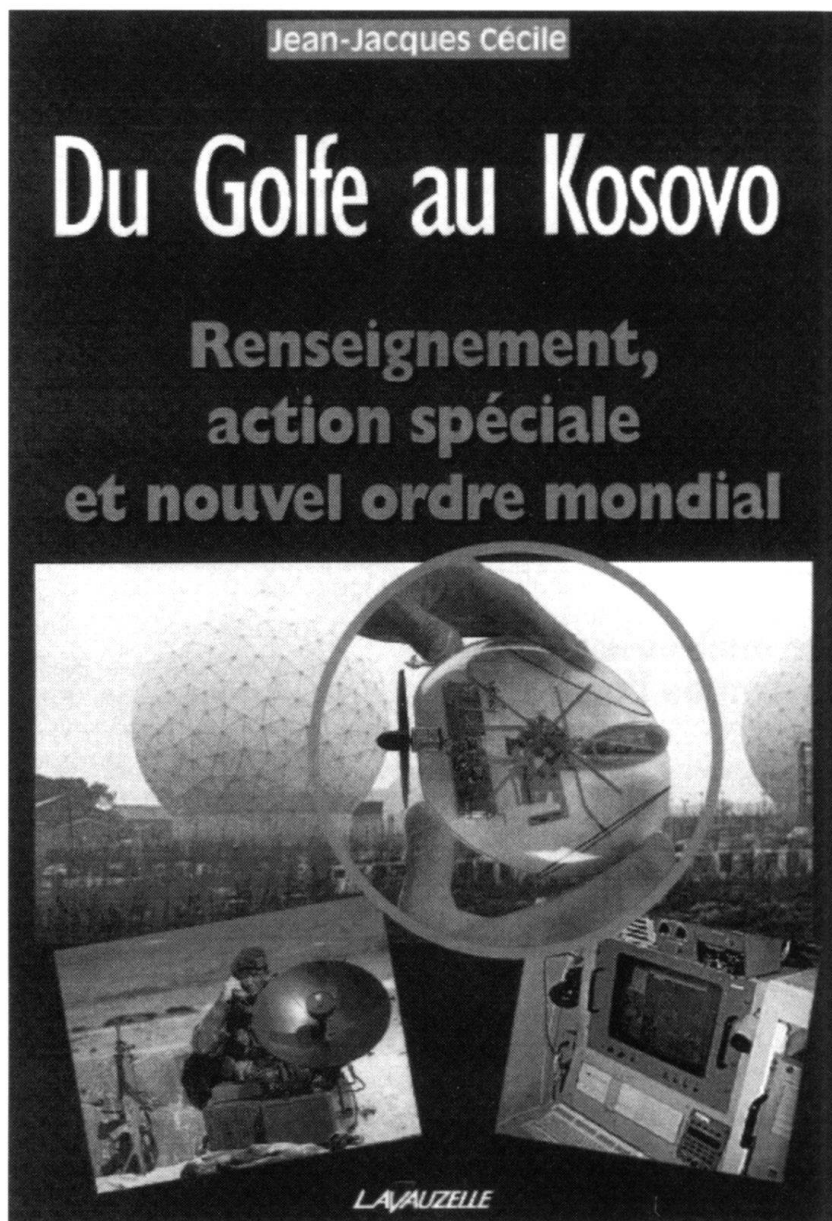
l'occurrence, les Etats-Unis gagnent sur tous les tableaux : ils s'insinuent dans le processus d'acheminement du pétrole, ils s'installent subrepticement aux marches de l'empire russe et s'ouvrent des perspectives en matière de stratégie d'influence dans une région où les forces armées, bien qu'étranglées par des budgets dérisoires, sont à rééquiper de pied en cap.

En Russie, c'est un ancien du *KGB* qui, en la personne de Vladimir Poutine, s'installe au Kremlin. Certes, des précédents existent, tant en Union soviétique qu'aux Etats-Unis. Mais le nouveau tsar d'une Russie aux abois n'en apparaît pas moins avoir initié une véritable mainmise du *FSB*, service de contre-espionnage et de sécurité intérieure, sur tous les rouages de l'Etat. Au point qu'on ne peut que redouter une situation analogue à celle qui avait conduit le *KGB* à constituer un acteur incontournable de la vie politique soviétique. Déjà, de sérieux soupçons existent quant à l'implication du *FSB* dans les actes terroristes ayant servi de prétexte au déclenchement de la deuxième guerre tchéchène.

Mais retournons aux Etats-Unis où l'analyse des faits témoignant de la transformation des services appartenant à la communauté du renseignement se révèle particulièrement intéressante.

USA: revue d'effectifs...

Problèmes rencontrés lors de la guerre du Golfe, étonnante cécité pouvant apparaître sélec-



tive à certains esprits probablement mal intentionnés (on se souvient de l'aveuglement ayant conduit les Américains à faire preuve d'une si piètre évaluation s'agissant du programme nucléaire indien), « bavures » ayant contrecarré la présentation médiatique aseptisée des différents conflits qui ont ensanglanté l'ex-Yougoslavie : les services de l'Onclé Sam semblent s'être plus ou moins bien adaptés à la fin des

illusions communistes. D'où une manière de chasse aux sorcières dont la *National Security Agency* et le *National Reconnaissance Office* sont en train de faire les frais.

Perte de son rôle leader en matière de développement technologique dans le domaine des sciences de l'information, sophistication sans cesse croissante des moyens de communication tout autant que des ou-

tils de cryptologie mis à la disposition du public, explosion des réseaux, campagne de dénigrement orchestrée autour d'un système *Echelon* aux possibilités grossièrement exagérées: subitement, la *NSA* est devenue la cible d'une avalanche de critiques. Bref, l'agence est malade, qu'on se le dise!

Car il ne s'agit pas seulement de tirer les leçons d'une relative impuissance mais également d'enfoncer le clou. Deux raisons à cela: motiver l'attribution de crédits colossaux présentés comme indispensables à une remise à niveau des capacités de l'agence ainsi que minimiser la menace pour amener tant que faire se peut les cibles potentielles à baisser la garde. Dans un premier temps, différentes mesures ont été prises qui permettent de percevoir l'amorce d'une réelle évolution. Tout d'abord, un programme a été lancé qui a pour but d'extérioriser toutes les fonctions de gestion de l'information non classifiée. C'est un formidable marché qui s'ouvre là: on estime qu'il se situe à hauteur de 5 milliards de dollars sur les dix prochaines années. Ensuite, les méthodes d'acquisition changent: ayant autrefois pris l'habitude de concevoir elle-même ses propres systèmes ou, au mieux, de s'adresser directement à des fournisseurs triés sur le volet, l'agence s'initie au passage de marché par l'intermédiaire d'un organisme créé pour cela sous la dénomination de *NSA Acquisition Review Board*.

Quant au *National Reconnaissance Office*, il est lui aussi passé sous les fourches cau-

dines d'une commission d'enquête. Si le verdict apparaît avoir été moins sévère, il n'en a pas moins suscité son lot de propositions. Celles-ci visent à recentrer le rôle du bureau vers ses tâches de développement, d'acquisition ainsi que de mise en œuvre des systèmes de renseignement spatiaux, ce au détriment de ses responsabilités actuelles dans les domaines de l'exploitation et de la dissémination. Parallèlement, on pourrait assister à la création d'un *Office of Space Reconnaissance* dont les attributions seraient principalement de discerner les avancées technologiques majeures afin d'en accélérer la prise en compte dans la définition et la conception des systèmes de reconnaissance spatiaux futurs.

... et guerre de l'information

A défaut d'endosser la responsabilité exclusive des moyens, concepts et doctrines d'emploi relatifs à ce qu'il est convenu de désigner sous l'expression consacrée de guerre de l'information, au moins doit-on reconnaître à la communauté américaine du renseignement une paternité certaine. Prenons le cas de l'*Air Intelligence Agency*. Autrefois entièrement dédiée au renseignement, elle contrôlait le *67th Intelligence Wing* qui rassemblait sous sa bannière l'essentiel des moyens mis à sa disposition. Mais ledit *67th IW* avait une structure tentaculaire: au milieu de la décennie 90, il comptait pas moins de 9500 hommes et femmes répartis en 31 escadrons présents dans plus d'une

centaine de garnisons aux quatre coins du monde.

Autant dire que, dans un premier temps, la création du *70th Intelligence Wing* apparut comme une rationalisation n'ayant pas d'autre but que d'alléger les structures du *64th IW*. Or, il n'en est rien: ce dernier a été converti en *67th Information Operations Wing*; au 1^{er} février 2001, tant *70th IW* que *64th IOW* seront rétrogradés à la *8th Air Force*, tandis que le général directeur de l'*AIA* endossera les responsabilités d'adjoint au général commandant la *8th AF* en charge des opérations d'information. Accessoirement, le *67th IW* était connu pour contrôler le *694th Intelligence Group* maintenant rattaché au *70th IW*. Contrairement aux apparences, cette remarque n'a rien d'anodine: le groupe en question est en effet responsable du développement de matériels nouveaux, assure les communications de haut niveau s'agissant du renseignement ainsi que des informations critiques et enfin fournit un support à la *NSA* dans le domaine des ressources humaines.

Cette redistribution des cartes apparaît cependant n'être que la première phase d'une restructuration bien plus ambitieuse. Observer quelle sera la place réservée à la communauté américaine du renseignement dans le dispositif en cours de gestation sera riche d'enseignements. Car l'information, hier nécessaire, est devenue indispensable, voire incontournable. Et sa dissémination emprunte maintenant des canaux dont l'émergence bouleverse les habitudes.

Sources ouvertes, Internet et imagerie commerciale

En effet, trois phénomènes récents sont, parmi d'autres, en passe de révolutionner totalement la sphère d'activité dans laquelle opèrent les services; il s'agit du renseignement de source ouverte (*OSINT pour Open Source Intelligence* chez les Anglo-Saxons), d'Internet et de l'imagerie commerciale à haute résolution. Du reste, lesdits phénomènes sont parfois intimement liés ainsi que le montrent les deux exemples qui suivent.

L'*International Center for Security Analysis (ICSA)* est un organisme britannique rattaché au *King's College* qui tient au profit de ce dernier le rôle de centre d'études dans le domaine de la géopolitique; à ce titre, l'analyse des questions relatives au renseignement fait partie de ses compétences. Adoptant une démarche originale, l'*ICSA* organisa en juillet 1997 une *Open Source Internet Competition*; il s'agissait en l'occurrence de produire en 6 heures un rapport de 2000 mots sur le sujet suivant: «Identifier et évaluer la menace posée à la sécurité nationale britannique par le crime organisé russe.»

Les règles de l'épreuve s'établissaient comme suit: «Pas d'utilisation de matériel imprimé tel que livres, magazines, journaux ou autres; utilisation exclusive des sites non payants; aucune impression de document; pas d'échange d'e-mails pendant la compétition; utilisation libre de la documentation

trouvée sur Internet; aucune obligation de mentionner les références ou de rédiger des notes de bas de page.» Pour relever le défi, chaque équipe de compétiteurs s'était vue fournir trois ordinateurs connectés au réseau et disposant des logiciels Windows 3.1, MS Office et Netscape Navigator 2.02.

Certes, ladite compétition mit en relief certains inconvénients inhérents à Internet, dès lors que l'on prétend utiliser le «réseau des réseaux» dans le cadre de tâches relatives au renseignement; en outre, certaines restrictions induites par les règles adoptées (en particulier l'interdiction d'impliquer par e-mail les experts éventuellement repérés par exploitation des informations véhiculées au sein des groupes de discussion) faussèrent la validité des enseignements retirés. Il n'en reste pas moins que le bilan fut jugé globalement positif: la qualité des rapports fut mise en relief par le *panel* de chercheurs et d'universitaires chargés de rendre le verdict. Une constatation s'imposa cependant: probablement parce qu'accoutumés à mettre Internet à profit, les équipes d'étudiants rendirent des travaux qui furent, de manière générale, jugés meilleurs que ceux rédigés par les professionnels du renseignement... Mais il y a fort à parier qu'une prise de conscience en cours ne renverse la tendance.

C'est notamment ce qui semble pouvoir être observé au sein de la *CIA* où les services ont véritablement plongé dans l'ébauche d'un monde virtuel créé par Internet, du moins si l'on en croit un rapport con-

cocté par les soins de l'agence et rendu public en mai 2000, sous le titre de *Annual Report of the United States Intelligence Community for FY 99*. Ledit rapport souligne en particulier que les principales préoccupations de l'agence centrale en la matière concernent effectivement l'exploitation du Web au profit de tâches relatives au renseignement de source ouverte, ambition qui se heurte d'emblée au problème linguistique. Qu'à cela ne tienne: différents outils de traduction automatique ont été élaborés qui permettent désormais à la *CIA* de rechercher, trouver et exploiter des documents par exemple rédigés en langues japonaise ou coréenne.

Deuxième exemple, cette fois-ci relatif à l'imagerie commerciale. Aux temps désormais lointains de la guerre froide, les forces armées américaines avaient mis sur pied des *Opposition Forces*. Entraînées et équipées à la soviétique, ces *OPFOR* avaient pour tâche de constituer une opposition crédible aux unités s'entraînant dans les divers centres américains. La chute du communisme n'a pas mis fin à cette méthode de formation puisque l'*US Space Command* vient de créer le *527th Space Aggressor Squadron* dont une composante, l'*Imagery Exploitation Flight*, s'est vue attribuer une mission très particulière. Il lui revient en effet de *surfer* sur Internet pour y débusquer tous les sites proposant une imagerie spatiale pouvant être acquise par tout un chacun disposant d'une connexion ainsi que d'une carte de crédit. A ce qu'il paraît, le résultat de ces recherches est

un perpétuel motif d'étonnement de la part des officiers conviés à effectuer un stage au sein de l'escadron aérospatial.

Si les méthodes évoluent, les outils aussi. Encore une fois, il apparaît nécessaire d'aller outre-Atlantique pour prendre pleinement conscience de la manière dont certaines technologies émergentes vont révolutionner le domaine du renseignement.

Les outils: du microscopique au gigantesque

Hier encore, les recherches concernant les micro-drones (moins de 15 centimètres d'envergure) pouvaient être considérées comme devant donner naissance à des engins représentant une limite technologique. On se prépare à faire mieux: l'Université de Berkeley travaille sur des «grains de poussière» munis d'une cellule solaire, de senseurs programmables, d'un système informatique ainsi que d'un dispositif de communication optique rudimentaire, le tout dans un volume de 1 mm³. Ces engins quasi microscopiques, lancés par un avion volant à 9000 mètres d'altitude, pourraient planer jusqu'à 5 heures à la seule force du vent; un modèle plus élaboré, muni d'ailes, pourrait tenir l'air pendant 10 à 15 heu-

res. Pour faire encore plus discret, un nuage de *Smart Dust* pourrait même être largué par plusieurs micro-drones volant en formation. Science-fiction? Non! Déjà, l'Université de Californie a fait fonctionner un prototype occupant un volume de 62 mm³, l'équivalent d'un petit pois. Les sous-ensembles constitutifs d'un grain de *Smart Dust* doivent incessamment être intégrés aux éléments fonctionnels d'un insecte rampant artificiel. Autrement dit, les preneurs d'otages ont dorénavant intérêt à se munir de tchettes et à considérer tous les insectes comme ennemis.

A l'autre bout de l'échelle, le gigantesque *drone Global Hawk* – son envergure est plus grande que celle d'un *Boeing 737* – matérialise le caractère mondialiste de la diplomatie américaine. Son endurance est telle qu'elle lui permet de décoller du territoire américain, de traverser l'Atlantique, d'orbiter 24 heures durant au-dessus de l'ex-Yougoslavie puis de revenir à son point de départ, le tout sans ravitaillement en vol. Il l'a d'ailleurs déjà fait: lors de l'exercice «LINKED SEAS» s'étant déroulé en mai 2000, un prototype du drone a effectué un vol transatlantique aller-retour vers les îles Madère et le Portugal.

Au cours de cette mission ayant duré 22 heures 30, l'en-

gin est monté à 19660 mètres d'altitude et a transmis un total de 321 images, soit 12 clichés *MTI* (*Moving Target Indicator*/indicateur de cibles mobiles), 19 scènes de recherche *SAR* (*Synthetic Aperture Radar*) en zone large ainsi que 290 documents *SAR* intéressant un objectif ponctuel. L'imagerie résultant de cette mission a été transmise à l'*USS George Washington* resté à quai à Norfolk, en Virginie. Manifestement, on est là très loin d'une utilisation purement tactique d'un drone: l'imagerie acquise est bien évidemment exploitée aux niveaux opératif et stratégique, voire politique, à tel point qu'on en est venu à inventer l'expression «satellite de théâtre» pour caractériser l'intérêt présenté par ce type d'engin.

Bref, méthodes, outils, structures, contexte: les services subissent de plein fouet les évolutions géostratégiques induites par l'écroulement d'un monde bipolaire. Or, toutes les évolutions génèrent des gagnants et des perdants. Les Etats-Unis apparaissent mener le jeu: sauf à avoir la volonté de faire des efforts suffisants dans les domaines intellectuel et financier pour s'adapter aux nouvelles règles, prétendre les rejoindre restera un vœu pieux.

J.-J. C.